

Voici pourquoi je voterai pour « Le communisme est la question du XXI^e siècle »

Nous sommes à l'étape du choix de notre texte de base commune de discussion du Congrès d'Ivry ; un congrès extraordinaire que nous avons décidé en juin 2017 d'avancer, dont nous avons choisi ensemble la date et l'ordre du jour par le moyen d'une consultation qui a nourri les débats de la Rencontre nationale des animatrices et animateurs de section du 18 novembre 2017.

Je veux d'abord dire d'emblée que je voterai et que j'appelle à voter pour la proposition de base commune du CN, « Le communisme est la question du XXI^e siècle », parce qu'elle seule répond comme base de travail collective à la « commande » énoncée explicitement dans la Résolution du CN de juin 2017 (http://www.pcf.fr/sites/default/files/resolution_adoptee_cn_24_juin_2017.pdf) qui définit, sur le fond comme la forme, le caractère « extraordinaire » que doit prendre notre Congrès d'Ivry.

Nous avons pour objectif de nous donner tous les moyens de nous « réinventer ».

Or la proposition de base commune adoptée par le Conseil national des 2 et 3 juin 2018 se distingue de toutes les propositions en présence. De manière originale, elle énonce l'état de nos analyses et pointe les questions politiques qui sont en débat dans notre parti et qui doivent être discutées et tranchées au plus tôt à ce Congrès si nous tenons à ce que le PCF « contribue, dans les mois et années à venir, à l'amorce d'un processus de transformation sociale au service des intérêts populaires de notre pays ».

Elle est la seule qui permet à toutes et tous les communistes de partir d'un document de discussion où toutes les analyses sur les points en débat sont « sur la table » tandis que les 3 propositions de textes alternatifs restent cantonnées à la démarche qui consiste à exiger un positionnement en pour ou contre avant tout débat en profondeur ; mais c'est de cette manière que, depuis des années, nous nous sommes empêchés nous-mêmes d'aller le plus loin possible pour définir ensemble les positions du parti, claires, audibles et rassembleuses, sur des enjeux fondamentaux de société et de civilisation.

Je ne participerai pas pour ma part à la répétition de ces méthodes qui, en réalité, pensent un congrès en termes de rapport de forces, de majorités et de minorités, en vue de calculs en commission des candidatures dont les débats gagneraient à être connus de tous les communistes.

Membre de notre Conseil national et de son Comité exécutif, je suis comptable comme toutes et tous mes camarades de ces instances du respect de la mise en œuvre des décisions de congrès, de nos erreurs d'appréciation, de notre manque de réactivité et aussi des progrès qui ont pu être réalisés dans l'action collective des communistes mais, en premier lieu, pour les tâches qui m'ont été assignées en matière de solidarité internationale et européenne.

Qui plus est, mes camarades du Pôle international-Europe, bénévoles pour 90 % d'entre elles et eux, et moi-même sommes quelquefois estomaqués par la mauvaise foi de certains jugements à l'emporte-pièce dans l'un ou l'autre texte alternatif à l'encontre de l'action internationale et européenne du parti.

Certaines des assertions développées sur les enjeux internationaux et européens sont particulièrement marquées par des idées dominantes, dans notre pays, en matière de politique « étrangère » de la France. Et il me semble que nous devons en avoir pleinement conscience au moment où chacun-e est appelé-e à se prononcer sur notre document de travail collectif de congrès.

Ainsi dans la proposition dont Simon Agnoletti (59) est le premier signataire on peut lire (p.74 et 75) que :

1- La France doit sortir de l'OTAN, ce que tous les communistes portent comme exigence, mais pour aller vers « une nouvelle alliance avec les pays en voie de développement et émergents (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, Mexique, Turquie etc.) ».

Cette approche – qui est aussi celle d'un E. Macron ou d'un J.-P. Raffarin qui en maîtrisent, eux, certaines conditions concrètes – fait tout simplement l'impasse sur le fait que ces rapprochements sont en cours, selon les dogmes libéraux, mais aussi que, par exemple, la Turquie est, après les Etats-Unis la 2e armée de l'OTAN... La place manque ici pour passer en revue la faisabilité de cette idée ; le plus important est de rappeler que le PCF travaille depuis ces 2 deux derniers congrès – et cela vient de plus loin ! – à faire grandir l'idée que la politique internationale et européenne de la France doit sortir de la logique des alliances (toujours opportunistes au final) pour lui préférer une démarche de partenariats bi- et multilatéraux, en sortant pour ce qui la concerne de l'OTAN mais en vue de bâtir des accords et espaces communs de coopération et de sécurité collective qui rendraient la dissolution complète de l'OTAN inévitable.

2- Il est préconisé une « analyse sans a priori » de la Chine, une injonction qui fait fi des 2 délégations de 10 jeunes cadres PCF qui se sont rendus sur place depuis 2013, des ateliers à l'Université d'été du PCF, de la rencontre dans une section de Paris lors du Congrès de 2016 avec la délégation du PCC, et des forums, séminaires et colloques organisés tous les ans depuis 2013 au siège du Parti en partenariat avec le PCC, ses Ecoles, des centres universitaires chinois... tout cela en vue de développer des « analyses concrètes des réalités concrètes » de la société chinoise contemporaine. S'il s'agissait de se tourner vers Pékin, comme on dit que le PCF se tournât jadis vers Moscou comme vers un phare, il faut tout de même savoir que ce n'est même plus une conception que porte le PCC lui-même dans ses relations internationales de parti à parti...

3- « Il s'agit de construire un nouvel internationalisme », objectif ô combien unanimement partagé par les communistes et comme si, affirmé tel quel, nous nous en désintéressions ou pire, comme s'il s'agissait de claquer des doigts pour y parvenir.

Nous partageons même cette préoccupation avec de nombreuses forces dans le monde, certaines – les moins nombreuses – sont demeurées organisées en partis communistes, d'autres ont fait d'autres choix sans pour autant rompre tout lien de dialogue et de fraternité. Pour exemple, dans un long texte posthume que nous avons, nous aussi, diffusé publiquement, feu notre camarade Samir Amin se fait l'écho de cette exigence partagée, et qu'en 2016, nous avons mis en exergue avec la Rencontre internationale pour une Conférence mondiale pour la paix et le progrès. Samir Amin appelle à juste titre à « un internationalisme des peuples et des travailleurs » dont aucune force de progrès ne serait écartée de façon dogmatique et qui serait fondé sur les luttes et objectifs les plus ambitieux de dépassement du capitalisme qui nous sont communs. Voilà bien la tâche qui nous occupe ; qui motive notre action depuis des années au sein du PGE ou de la GUE, au sein de la rencontre internationale des partis communistes et ouvriers, des alterforums et forums sociaux mondiaux ou régionaux...

Aussi sommes-nous, pour ne citer qu'eux, avec Akel, le PCP, le PCE signataires, comme aux dernières élections européennes, d'un appel qui sera rendu public le 5 octobre et dont j'invite chacun-e à prendre connaissance car, dernier point :

4- Il s'agirait, est-il préciser p.75 (même texte), d'attendre encore pour « trancher » et dire à nos concitoyens notre conception, notre projet, d'une Union européenne refondée, en rupture avec les traités actuels et par quels moyens, par quels processus et démarche de rassemblement nous entendons faire aboutir un tel mouvement. Alors attendre quoi ? attendre qui ? si ce n'est s'atteler ensemble à la tâche à ce Congrès de novembre alors que la crise européenne dans toutes ses dimensions pousse plus avant l'extrême droite et les conservateurs et que d'aucuns veulent réduire les élections de 2019 à un match entre néonationalistes et néolibéraux !

Les éléments d'analyse et de débat sur les enjeux internationaux et européens dont le PCF est aujourd'hui porteur et que nous avons besoin d'approfondir et affiner, diffuser et rendre populaires sont contenus dans « Le communisme est la question du XXI^e siècle », aux thèses 8 à 14, 26 et 33.

Si cette base de départ est retenue par les communistes, et en l'enrichissant de nos débats et expériences, la Résolution finale que nous rédigerions ensuite ensemble et que nous adopterions le 26 novembre serait certainement significative de l'engagement des communistes de France pour une société de l'émancipation humaine et sociale et un monde de paix, de solidarité, de justice et de développement humain, social, démocratique et écologique.

Lydia Samarbakhsh

Fédération de Paris, section du 19e